



Extrait du Elus communistes et apparentés de Vénissieux

<http://gec.venissieux.org/Quelle-ecole-voulons-nous>

# Quelle école voulons nous ?

- Conseil Municipal - Mandat 2014-2020 -

Date de mise en ligne : jeudi 18 décembre 2008

---

Copyright © Elus communistes et apparentés de Vénissieux - Tous droits réservés

---

Intervention du des élus groupe communistes et apparentés sur les questions d'éducation CM du 16-12-08  
Evelyne Bérout

Monsieur le Maire, Mesdames Messieurs,

Le groupe des élus communistes et apparentés tient à exprimer sa détermination face aux défis posés à l'éducation.

L'état se désengage de sa mission de service public d'éducation et modifie le fonctionnement même de l'école, bouleversant les rapports entre Ecole primaire, Education nationale et collectivités locales.

La territorialisation de l'école est en marche.

L'instauration du service minimum d'accueil, dont l'objectif est d'affaiblir durablement la capacité des enseignants à peser sur le débat éducatif, engage la responsabilité des maires y compris devant la justice !

La future création des EPEP ( Etablissements Publics d'Enseignement Primaire ) en 2010 vise à mettre en concurrence les écoles. Les élus locaux auront une place prépondérante dans leur conseil d'administration et recruteront les étudiants sortant du master, les futurs enseignants seront-ils à terme des fonctionnaires territoriaux ? Alors même que l'état étrangle financièrement les collectivités locales il se décharge sur elles, de missions garantes de la cohésion nationale.

La privatisation de l'école s'accélère.

Les contrats de droit privé se multiplient dans l'école, une agence de remplacement est créée permettant le recrutement de personnels non formés, à moindre coût ; 13500 suppressions de postes ne se feront pas sans frais.

Le plan « espoir banlieue » autorise les écoles privées à bénéficier de fond public pour s'installer dans nos quartiers. Ces mêmes écoles, profitent de l'abandon de la scolarisation à 2 ans, elles se portent déjà candidates pour accueillir les futurs jardins d'éveil dans leurs structures.

Rumeurs, désinformations nous affirme t-on !

La cohérence de ces contre-réformes signe le renoncement à une éducation de haut niveau pour tous. Celle-ci, à défaut d'être une réalité était un objectif de lutte des milieux populaires et une remise en cause implicite d'une société inégalitaire. Former à moindre coût une main-d'oeuvre qui n'est pas destinée à être hautement qualifiée ; se conformer à l'idéologie d'un capitalisme prétendument refondé nécessite de mettre à mal le service public ; tant du point de vue budgétaire que du point de vue des liens sociaux qu'il permet de tisser entre les citoyens. Il leur faut donc légitimer d'autres formes de système éducatif éloignées de la gratuité, centrées sur les besoins économiques immédiats et sur une transmission de savoirs dénués de tout enjeu véritable.

La politique d'éducation, le type de société que nous voulons construire nous obligent à prendre position à la hauteur de ces enjeux.

Pour cela, il faut mettre en échec la politique éducative du gouvernement par un puissant mouvement social, refuser que les moyens alloués au fonctionnement de l'école disparaissent pour être transférés aux profits. Il faut favoriser un élan de réflexion pédagogique et politique pour que l'école soit au coeur d'un projet de transformation

## Quelle école voulons nous ?

---

de la société. Poser comme futur la réussite de tous, C'est vouloir une école porteuse en particulier pour les catégories populaires d'un projet d'émancipation individuelle et sociale loin de toute marchandisation des biens collectifs et de concurrence.

Les actions conjointes, des parents, des enseignants, des élus, des lycéens et les premiers reculs du gouvernement nous ouvrent le chemin des possibles.